

De la prochaine bulle, il ne restera que du vent...

De la prochaine bulle, il ne restera que du vent, et le printemps 2013 pourrait bien en être l'échéance. Depuis plusieurs mois, comme pour les subprimes, Dexia, la Grèce, l'Espagne, etc..., les signaux s'accumulent et confirment l'imminence d'une nouvelle débâcle, cette fois dans les énergies renouvelables, le secteur éolien.

1. Précieux systèmes entre amis

La filière éolienne, « composante des énergies renouvelables, créneau de création d'emplois », émet des signaux de détresse croissants. Aucun pays n'échappe à l'art du grand écart : entre discours officiel sur « l'espoir » des énergies renouvelables sans cesse reporté, et finances publiques en crise. Pas un seul ne peut continuer à subventionner à perte un système qui ne marche ni au niveau technique ni au niveau économique. Bien pire, en temps de crise, grâce à l'impôt sur des familles souvent modestes, des fortunes privées colossales et discutables ont vite asséché le filon. Paris Mouratoglou a accumulé une fortune personnelle de 700 millions euros en quelques années, imité par d'autres, comme les familles Gruy ou Germa. Parmi les constructeurs éoliens emportés par cette spéculation, pas un seul n'échappe à des indices évidents de chute accélérée vers un effondrement prochain, amorcé depuis le printemps 2012. L'exception française ne pourra rester longtemps dans le déni, notre nouveau sport national.

Tout ce système est financé en France par une sorte de taxe fourretout et injuste prélevée sur le seul consommateur¹ : la CSPE². Depuis 2006, la Cour des Comptes et le Conseil d'Etat répètent que la CSPE est un impôt « innommé » qui ne pourra continuer à échapper au contrôle du Parlement. Seule une poignée d'emplois précaires ou temporaires ont été créés dans des statistiques peu officielles variables et sujettes à caution, au prix de dégâts collatéraux soigneusement étouffés. Des appuis inexpliqués couvrent le choix du pire procédé des grands mâts à hélices face à de nombreux autres plus fiables, et le présentent comme « propre », alors qu'il en est très loin. Ce procédé mastodonte permet de jouer en quantité avec les « certificats carbone » et les « certificats d'énergie renouvelable » dont les mystérieux mouvements permettent aux pollueurs de continuer à polluer grâce aux éoliennes, tout en multipliant leurs profits déjà très élevés. Les dégâts environnementaux et collatéraux sont énormes. (terres rares, fondations pérennes, affections dues au bruit, dépréciations immobilières considérables, secteur BTP local, pertes fiscales, etc...)

Mais sur le fond, aucun débat démocratique n'a eu lieu, alors que près de la moitié du territoire français est concernée, que chaque opération d'éolienne nouvelle ampute la France de l'équivalent d'un arrondissement de Paris, tout cela au prix d'une augmentation considérable de l'électricité. Bizarrement, le lancement de ces opérations s'est exercé contre l'avis de l'Autorité de régulation, la CRE³, sur décision spéciale du ministre, dans des relents peu limpides. Il en a été curieusement de

¹ Cour des Comptes- juin 2012 - <http://www.ccomptes.fr/Publications/Publications/La-contribution-au-service-public-de-l-electricite-CSPE>

² Dossier : Commission de Régulation de l'Energie : <http://www.cre.fr/dossiers/la-cspe>

³ Avis sur le projet d'arrêté fixant les conditions d'achat de l'électricité produite par les installations utilisant l'énergie mécanique du vent - CRE 30 octobre 2008 - Journal officiel <http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000019918450>

même dans plusieurs autres pays. Ainsi qu'on l'a vu dans d'autres scandales récents, un lobby industriel a investi les technostructures de Bruxelles, puis il a réussi à imposer un système aux pays européens sans aucun débat démocratique. On retrouve les mêmes argumentaires dans les dossiers des promoteurs de tous pays⁴. Les profits accumulés sont tels et si peu transparents, que les soupçons de corruption à grande échelle sont renforcés, comme le soulignait une émission de radio sur une chaîne nationale⁵.

De toute l'Europe, les messages négatifs affluent : Espagne, Portugal, Grande Bretagne, Allemagne, USA : il n'est pas un seul pays où le gouvernement ne sait plus comment se dépêtrer de ce dispositif absurde. Aux USA, les deux candidats n'ont pas remis en question la suppression des aides(PTC) par le Congrès dès fin 2012. Depuis janvier 2012, le ministre espagnol de l'énergie José Manuel Soria a confirmé l'arrêt de tout soutien à ce secteur. Plusieurs collectivités locales, comme Albacete, n'ont droit qu'à un service minimum, dans l'impossibilité de payer leur note d'énergie. Sur injonction de Bruxelles et du FMI, le Portugal a stoppé toutes les licences depuis mi 2011. Les recours contre les aides se multiplient en Allemagne comme en France. Depuis l'année dernière, le gouvernement britannique connaît une grave crise interne à propos du financement de l'éolien avec l'appel solennel de 100 députés de la majorité pour l'arrêt immédiat du système éolien. Le nouveau ministre de l'énergie, John Hayes, a publiquement déclaré sa décision⁶ d'arrêter tout nouveau projet éolien. David Cameron a dû tenir plusieurs réunions de crise avec les compagnies d'électricité pour tenter de limiter une hausse des tarifs de 40 % sur deux ans. C'est probablement cette série d'évènements qui provoquera l'effondrement des dominos. L'appât illimité du gain a asséché toute capacité de recherche et d'innovation, ainsi que toute responsabilité sociétale.

Non seulement ce secteur n'a créé que 10 % des emplois prévus, mais chaque nouvel emploi « vert » supprime 3.7 emplois dans l'économie classique, ainsi que le démontre l'excellente étude de Verso Economics⁷ à partir de l'expérience écossaise, pourtant la plus volontaire.

2. Le commencement de la fin

LES CONSTRUCTEURS

Les signes les plus apparents commencent avec les indicateurs financiers publics des acteurs de l'éolien. Le leader mondial, Vestas, voit ses actions chuter de 83% en un an. Sa valeur vient de tomber de moitié en un seul mois. Les licenciements, d'abord annoncés par centaines, tombent par milliers : d'abord 1650 emplois, puis 2200 et 2000 supplémentaires dans le second semestre 2012. La chute est tellement grave que Vestas a disparu de l'indice MSCI de la bourse de Copenhague fin mai dernier après avoir été l'une des valeurs phares de cet indice, avec 65 % de chute en 2011, et encore 35 % en 2012. Après avoir coté jusqu'à 700 DKK en 2009, Vestas vaut 4% de sa valeur de 2009 : l'action est aujourd'hui divisée par ...25 ! à 30 DKK et en-dessous. Les évolutions boursières se ressemblent, montrant que la conjoncture est générale. La comparaison des deux principaux

⁴ <http://wind-energy-the-facts.org/en/mythology.html>

⁵ Service Public- France Culture 29 mai 2012

⁶ <http://www.dailymail.co.uk/debate/article-2225544/Good-riddance-wind-farms--dangerous-delusions-age.html>

⁷ Verso Economics : Worth the candle ? – mars 2011- <http://www.versoeconomics.com/verso-0311B.pdf>

opérateurs pesant 40 % du parc français est révélatrice ci-dessous, les courbes sont quasiment identiques et tendent vers zéro:



Evolution Cours vestas Copenhague 2007-2012
(Bloomberg nov 2012)



Evolution Gamesa Madrid 2007-2012

cotations Bloomberg juin 2012

Les autres leaders emboitent le pas : l'Espagnol **GAMESA** a été obligé de changer brutalement son président au mois de mai après une descente aux enfers de près de 90 % de son titre, dont 80 % pour la seule dernière année. Sur ses 23 usines, elle n'envisage d'en garder que quelques-unes. **EDP**, présenté comme 4^{ème} mondial, plonge à son tour de 35% après avoir bénéficié d'un retard de conjoncture, et il prend la même pente, à peine mieux rattrapé par ses nouveaux actionnaires chinois qui s'en servent comme d'un cheval de Troie. **NORDEX** l'allemand s'effondre à son tour de près de 60 %. Même l'atypique **ENERCON** vient de procéder à une mystérieuse opération de transfert de la totalité de son capital à une fondation « pour préserver l'avenir ». Quant à **ALSTOM**, sa « croissance » sur un hypothétique éolien se traduit en fait par une dégradation de son secteur énergies renouvelables, dont les perspectives sont perçues comme « léthargiques » par les analystes qui dégradent le groupe de stable à négatif pour les deux prochaines années, comme Standard and Poor's dernièrement.

Les gros sinistres interviendront après les élections américaines, parce qu'il est impossible d'annoncer la suppression des « PTC » (subventions aux énergies renouvelables) avant cette date, mais le compte à rebours a déjà commencé. Le marché américain représentait jusqu'à présent une activité de base dont le brusque ralentissement va déclencher le reste. De nombreuses banques d'affaires associées à des opérateurs industriels commencent à publier des mémorandums sur la meilleure façon de récupérer pour une bouchée de pain ces opérateurs dès 2013, et les faire évoluer vers des sociétés de maintenance. La casse en emplois sera importante mais beaucoup moins que prévu, alors qu'on n'avait atteint au mieux que 15% à peine des chiffres de création d'emplois annoncés dans l'euphorie initiale. Avec une certaine mauvaise foi, les industriels éoliens parlent de pertes d'emplois sur les objectifs et non sur le réel, dans un rapport de 1 à 6. En France, après avoir affirmé peser 60 000 emplois à terme, le Syndicat des Énergies Renouvelables parle de 11 000 emplois, pour finalement avouer que 1000 emplois sont menacés par la crise de l'éolien. Où est le vrai chiffre ? Quelles sont les statistiques officielles qui le prouvent ?

LES OPÉRATEURS ÉOLIENS PASSENT DU FRAGILE AU PÉRIL

Chez les opérateurs, le son de cloche résonne de la même façon. Un opérateur éolien germano danois, Scan Energy, a provoqué en 2011 à lui seul la neuvième défaillance en un an d'une banque danoise, Mors Fjordbank qui venait pourtant d'être restructurée.

Au Royaume Uni, parmi d'autres exemples, la profession a tout fait pour dissimuler le désarroi de l'opération de Clyde avec des cessions puis des renflouements entre opérateurs et diverses manipulations entre Vestas et Siemens, assortis d'un blocage des 130 ouvriers du personnel de Skykon, pour plus de 30 éoliennes. En Allemagne, les promesses de taxe sur l'énergie ⁸ ont dépassé l'objectif de 400% et seulement à mi-chemin des réalisations prévues, avec en plus la nécessité de construire rapidement des centrales à charbon pour sécuriser l'énergie à proximité des villes, comme à Cologne récemment. En France, en Grande Bretagne, les tarifs explosent, et démentent toutes les prévisions optimistes sur le véritable coût de l'électricité éolienne, multiplié par trois par rapport aux prévisions en seulement quelques années, oubliant les promesses des industriels de baisser rapidement les coûts.

Le site britannique Uswitch.com recense chaque année des augmentations d'électricité à deux chiffres pour un total de 156 % en seulement 7 ans. Sept millions de ménages atteignent désormais la « précarité énergétique » en Grande Bretagne et 9 ménages sur 10 devront procéder à des restrictions d'énergie l'hiver prochain. Les compagnies écossaises, largement pourvues en éolien « haute performance » sont parmi les plus fortes hausses. En octobre 2011, un rapport stratégique de KPMG pour le Gouvernement démontrait un surcoût de 35 milliards de £ ⁹.

Par ailleurs, plusieurs sites Internet dont « savevestas » rappellent les décès d'ouvriers survenus sur les dangereux chantiers, soigneusement occultés, et les 625 emplois perdus depuis 2009 sur l'île de Wight, dans la disparition de la seule usine britannique pour éolienne. Au même moment, le Gouvernement britannique, sous la pression d'intérêts et de groupes d'influence, claironnait qu'il s'agissait des emplois de l'industrie de demain et accordait à cette branche des avantages fiscaux inouïs... Cette grève coriace avec occupation de l'usine et actions en justice sur une longue période depuis 2009 a été bizarrement quasiment passée sous silence, alors qu'elle est l'un des conflits sociaux les plus graves des dernières années au Royaume Uni.

En France, le principal fabricant de mâts d'éoliennes à Longvic est en redressement judiciaire. Plusieurs opérations d'éoliennes le sont également, dont la plus ancienne dans le Limousin « ne devait passer sous ce statut que quelques semaines » depuis 2010 !... (Peyrelevade). Appâtés par l'aubaine, les promoteurs donnent l'ordre à leurs bureaux d'études d'optimiser au maximum les études de vent, mais ceux qui n'ont pas d'autres moyens se retrouvent confrontés à des productions désastreuses, comme Peyrelevade par exemple dans le Limousin. Plusieurs cas de mise en examen pour corruption ou de prise illégale d'intérêts ont déjà été mis à jour, comme sur l'opération d'Ally Mercoeur par exemple. **Plus d'une centaine d'opérateurs éoliens français sont classés en situation de fragilité dangereuse** par les sociétés de suivi des entreprises et d'analyse de risque. Wind technics, l'une des principales sociétés de maintenance d'éoliennes avec près de 80 salariés, France Eoliennes, Easy Eoliennes, Alizeo, etc.. ont été mises en liquidation, avec de fréquentes suites judiciaires.

⁸ Die Welt <http://www.welt.de/wirtschaft/energie/article110067621/Die-krassen-Fehlprognosen-beim-Oekostrom.html>

⁹ KPMG Rethinking the affordable - <http://www.economicpolicycentre.com/>

3. Une industrie moins « propre » qu'il n'y paraît

Cette tentative de planification improvisée au niveau européen, déjà si délicate au niveau national, tourne à l'absurde. Il fallait trouver un gadget répondant à l'effet de mode, qui permette aux politiques des deux camps d'avoir la paix avec quelques milieux se servant de l'écologie pour faire de la politique. D'une part, la technologie éolienne des grandes hélices tripales est hasardeuse, polluante et obsolète. D'autre part, elle est lancée à grande échelle comme si on décidait d'un coup de construire des autoroutes pour un seul modèle de voiture qui n'aurait même pas été testé. Seuls quelques conseillers ou experts ont décidé du lancement de ces projets (comment ? avec qui ?). Le pouvoir politique a prononcé quelques avis mineurs sur le « comment ». Encore a-t-on guidé sa plume, et même parfois discrètement consenti quelques générosités connexes. Quelques banquiers d'affaires avisés ont sans doute accordé leur inventivité et leur alchimie à des systèmes de trading financier qui contribuent un peu plus à la spéculation mondiale actuelle, notamment dans les couloirs de la Conférence sur le Climat de Copenhague en 2009, qui n'a pas été un échec pour tout le monde.

Bien plus, l'introduction improvisée de ces techniques s'est faite sans préparation des réseaux de transport d'électricité qui n'étaient pas prévus pour ce type de distribution. Des investissements considérables, également supportés par les consommateurs particuliers ou entreprises, vont s'avérer nécessaires pour renforcer les réseaux et renchérir encore ces augmentations déjà insupportables (dispositif TURPE) pour 3 à 5 euros supplémentaires au Mégawatt/heure, hors facture énergies renouvelables. Les pertes d'électricité produite pour rejoindre le réseau atteignent jusqu'à 20% en ligne alors qu'elles pourraient être consommées sur place. Plus on choisit des sites isolés pour abuser quelques maires ruraux¹⁰ ou rencontrer des contestations isolées et démunies, plus on augmente les pertes de réseau. Dernier point, comme l'électricité n'est pas stockable, ces solutions « d'énergie renouvelable » amènent à payer au plus cher l'électricité qui a le moins de valeur, produite de façon aléatoire, et sans rapport avec les périodes de besoin critique du réseau. Ceci est vérifié tant en France que dans les autres pays européens, notamment Allemagne, Espagne, etc... Certaines compagnies américaines achètent de l'électricité éolienne pour bénéficier des certificats, et ne l'injectent même pas dans leur distribution, car cela leur coûterait trop cher.

Les erreurs s'accumulent au grotesque : Filière artificielle, alibi facile, bilan désastreux : subventions publiques massives pour fortunes privées rapides, procédé technique hasardeux, rendement électrique ridicule à moins de 2.5% de la production nationale, accidents étouffés, spéculation effrénée, optimisation financière et fiscale massive, trafics de commissions internationales, opacité des reventes massives de certificats qui permettent à de gros pollueurs de continuer leur activité : on hésite entre Madoff, ententes, corruption, manipulations, et clientélisme à grande échelle. C'est l'exemple même de ce qu'une chercheuse comme Maya Beauvallet qualifie de « stratégie absurde »¹¹ ou de la théorie du « passager clandestin »¹².

¹⁰ Sénat 21 novembre 2009 compte rendu des débats

¹¹ Maya Beauvallet – les stratégies absurdes Seuil 2009

¹² Paradoxe du « passager clandestin » de Mancur Olson

De nombreux aspects gênants pour l'image sont passés sous silence. Chaque éolienne nécessite un socle de béton jusqu'à 20 m de profondeur, représentant de 800 à 2000 tonnes de béton ferrailé, qui ne sera jamais enlevé, engendrant à terme une pollution du sous-sol¹³. Cet aspect est soigneusement éludé dans les compromis de location de terrains dont les propriétaires découvriront la mauvaise surprise à terme. Au démantèlement, seul un décapage de surface est prévu. La profession a activement participé à la rédaction du décret d'application, mais ce point semble avoir échappé à l'attention des rédacteurs.

Les alternateurs de plusieurs centaines de kilos sont dopés aux lanthanides, les terres rares¹⁴, matériaux de haute toxicité sur lequel l'Académie de Médecine réalise actuellement une étude approfondie en vue d'actualiser le texte de l'Institut de prévention des risques sanitaires¹⁵. Ce point n'est mentionné nulle part dans les enquêtes publiques. L'extraction et le raffinage de ce matériau provoquent d'énormes pollutions locales mais aussi des risques à termes analogues à ceux des métaux lourds ou de l'amiante dans les installations éoliennes. Les fabricants d'aimants à terres rares soulignent le grave danger de dégradation rapide de ce matériau selon la température d'utilisation. La température d'un alternateur d'éolienne atteint fréquemment 300 degrés. La pollution peut dans ce cas être progressivement diffusée par les éoliennes jusqu'à 50 kilomètres de rayon.

Les bruits propagés par les éoliennes se manifestent sous forme de basses fréquences, de battements et de turbulences jusqu'à 15 km. Le récent congrès mondial de l'INCE a porté sur les bruits des éoliennes avec 89 communications scientifiques de tous ordres¹⁶. Une étude australienne a démontré la dangerosité de ces engins pour la circulation aérienne¹⁷. On imagine la suite en cas de développement off shore...

A la suite de l'action d'une association contre un dispositif tarifaire avantageux mais non réglementaire, les financements sont devenus plus difficiles. Comme dans toute bulle financière, les acteurs ont commencé à être plus vigilants. Les faiblesses du système apparaissent. Les affirmations enjolivées, les mythes, les objectifs enthousiastes se révèlent dans toute leur réalité beaucoup moins sonnante et trébuchante.

Sur place, les associations de défense n'ont pas manqué de mettre à jour les préjudices énormes du développement durable : baisse de fréquentation touristique, perturbation des exploitations agricoles, affections dues au bruit, dépréciation considérable du parc immobilier, recettes fiscales ridicules, quantités infimes et aléatoires d'électricité réellement produite, dérogations soudaines et exorbitantes au droit de l'urbanisme... etc... Un simple aspect : depuis quelques années, la jurisprudence a toujours confirmé la dépréciation des biens immobiliers situés à la vue d'éoliennes, de 22 à 40 %. Sachant qu'une éolienne concerne en moyenne de 700 à 1200 habitations, on imagine l'ampleur du préjudice local...

¹³ Comité Français de Mécanique des sols et géotechnique – recommandations sur les fondations d'éoliennes – 5 juillet 2011 version 1.113 <http://www.cfms-sols.org/documentation/normes-et-recommandations>

¹⁴ http://www.novethic.fr/novethic/planete/environnement/pollution/mongolie_terres_rares_empoisonnent_environnement/132199.jsp

¹⁵ INRS cahier de notes documentaires n° 147 2 trim 1992

¹⁶ <http://www.windturbinenoise2011.org/>

¹⁷ Ralph Holland Tip vortices nov 2009 <http://www.arising.com.au/aviation/windturbin/WindTurbines-2.pdf>

Tous ces évènements convergent vers le printemps 2013 où devraient se dénouer beaucoup de situations reportées ou dissimulées depuis l'année dernière. Après avoir atteint à peine 1/3 de ses objectifs en 2012, l'éolien risque de connaître une sévère épreuve de vérité en 2013. Ce serait sans doute un facteur positif pour les véritables énergies renouvelables dont le développement a été gêné par cette spéculation effrénée.